La République du Centre, 12 avril 2013

Les élus du territoire oscillent entre fatalisme et optimisme

Certains suivent le « dossier Stuco » depuis le début ; d'autres plus récemment. Mais tous sont préoccupés par l'avenir du personnel, du site et du territoire.

Emmanuel Hervieux, maire d'Ouzouer. « J'ai suivi le dossier de très près, en coulisses et dans le silence. L'heure semblait ineluctable. On s'en était tiré trois fois grâce à l'intervention des pouvoirs publics… Là, je ne crois pas à la poursuite de l'activité actuellement. Mais, ce qui va se passer après, bien malin qui peut dire. Je m'inquiète pour l'avenir des familles. Et pour celui du site : s'il ferme, qui va prendre en charge la dépollution de la friche industrielle ? »

Jean-Pierre Sueur, sénateur du Loiret. « Je suis intervenu à de très nombreuses reprises au cours des dernières semaines et jusqu'à la veille du jugement, auprès d'Arnaud Montebourg (ministre du Redressement productif, NDLR), de son directeur de cabinet et de son cabinet. Je voulais un engagement du Fonds stratégique d'investissements (FSI) régional. Malheureusement, ça n'a pas abouti. »

Dans l'immédiat, il faut lever deux contraintes : l'entreprise risque de ne plus pouvoir vendre les batteries qu'elle a en stock parce que des scellés ont été posés par les banquiers et il faut veiller à ce que l'entreprise ne soit pas étouffée par l'impossibilité d'avoir de la matière première.

Repreneurs possibles et dépollution

Ensuite, il y a pourtuite de l'activité jusqu'en juillet, c'est-à-dire qu'il y a de l'espoir. Il y a deux repreneurs possibles. Je suis cette entreprise depuis douze ans et je continuerai à œuvrer jusqu'à la dernière minute. Mais il faut faire vite. »

Patrick Choffy, président de la Communauté de communes de la Plaine du Nord-Loiret (CCPNL) et conseiller général. « Je suis surpris. Je placais beaucoup d'espoirs dans cette entreprise locale bien connue. J'avais une grande confiance en la direction. Je pense au personnel, aux familles. Ce qui est regrettable, c'est que ni la CCPNL ni le conseil général n'ont été informés de la situation, alors que l'intercommunalité fait tout son possible pour préserver l'emploi. »

Mariama Dubois, députée de la cinquième circonscription. « Je suis très très inquiète pour le territoire et les 120 personnes qui feront partie du plan de licenciement. Malheureusement, certe fois-ci, je ne suis pas très optimiste. J'espère qu'il y aura un PSE (Plan de sauvegarde de l'emploi, NDLR). Je regrette qu'il n'y ait pas eu assez d'argent investi sur l'innovation et l'outil de travail. D'autant que, dans l'Ouzouerbois, il n'y a pas beaucoup d'entreprises et nous sommes dans une conjoncture difficile. Ce qui m'inquiète aussi, c'est l'impact du plomb sur le site. Ça fait une quarantaine d'années qu'on fabrique des batteries ici. ■

Phoca PDF